

Entretien avec Antonio Varsori

(Propos recueillis le 6 décembre 2013)

Anne Dulphy et Christine Manigand

Notice biographique

Pour tous les renseignements bio-bibliographiques, il convient de se reporter au site de l'université de Padoue : www.unipd.it/antonio-varsori-cv

Pouvez-vous nous parler de votre milieu d'origine, votre formation et l'influence de celle-ci sur vos choix postérieurs.

Je suis né en Toscane, j'ai vécu ma petite enfance à Florence, puis j'ai passé quelques années à Rome parce que mes parents avaient décidé de déménager là-bas. Ensuite, je suis arrivé à Trévise, où j'ai terminé le lycée et après je suis allé à l'université de Padoue. D'abord je pourrais dire que j'étais passionné par l'histoire lorsque j'étais jeune homme au lycée, et quand je suis allé à l'université de Padoue, j'ai choisi les sciences politiques. Ce n'était pas par désir d'être universitaire, j'ai peut-être fait ce choix parce que j'avais ce vague désir de faire ma carrière en diplomatie au ministère des Affaires étrangères. Mais j'avais toujours cet intérêt pour l'histoire, j'avais aussi un intérêt pour d'autres disciplines qui sont enseignées à Sciences Po, surtout la science politique et le droit international.

Mais le vrai tournant a été la rencontre avec un professeur d'histoire des relations internationales que je regardais comme un maître, Ennio Di Nolfo.

À cette période, en Italie, la tradition c'était l'histoire des traités, c'était une matière très liée à la tradition des facultés de sciences politiques qui avaient leur origine dans les facultés de droit. Les racines de l'histoire des traités, c'était donc d'habitude le droit international. Jusqu'à la fin des années 1960, il y avait une école traditionnelle d'histoire des traités, avec des noms très importants, surtout Mario Toscano. Jusqu'à sa mort en 1968, il enseigna à l'université de Rome. Il était le chef de la section documentation et archives du ministère des Affaires étrangères et il s'occupait de la publication des documents diplomatiques italiens. Il était très influent, c'était l'une des personnes qui, de la fin des années 1940 aux années 1960, travaillait avec le ministre, avec tous les diplomates, et il avait le rang d'ambassadeur. Il était, avec ses élèves, surtout Pietro Pastorelli, le représentant de la tradition italienne d'histoire des traités, liée à l'histoire diplomatique traditionnelle, c'est-à-dire surtout l'analyse des

rappports diplomatiques entre les États et des traités comme but final des négociations de certains processus.

Dans cette historiographie italienne, on étudiait d'habitude le XIX^e siècle. On arrivait au début du XX^e siècle, on poussait jusqu'au fascisme par quelques études, mais rien ou très peu sur la période suivante. Je me rappelle les professeurs d'alors disant : « Ceux qui s'occupent de la période de l'après-guerre, ce sont des journalistes, ce ne sont pas de vrais historiens. » L'approche de l'histoire contemporaine était un peu différente : dans ce cas, il s'agissait surtout d'histoire politique et on avait commencé à étudier le fascisme. On peut rappeler les études de Renzo De Felice sur Mussolini.

Ennio Di Nolfo, qui venait de la tradition de l'histoire des traités, fut le premier à développer une approche différente dans les années 1970, quand je fréquentais l'université. Dans le domaine de l'histoire diplomatique, il a été le premier à montrer de l'intérêt pour la période après la Seconde Guerre mondiale. Surtout, c'était l'un des premiers à être allé aux États-Unis, à avoir mené un long travail dans les archives américaines et surtout à avoir commencé les études sur la guerre froide. J'ai été frappé par les cours que Di Nolfo donnait, pour moi c'était vraiment quelque chose de nouveau et j'étais vraiment influencé par ce qu'il enseignait. C'est comme cela que j'ai développé cet intérêt pour l'histoire des relations internationales, et j'ai fait ma thèse avec lui. Il m'avait donné un sujet de thèse, et ensuite il était parti et était resté aux États-Unis pour une année. À cette période il n'y avait pas d'email, de fax, tous ces téléphones que l'on a, et bien sûr les rapports se faisaient avec le courrier par avion. Je peux donc dire que j'ai travaillé seul, mais je crois que c'était la période la plus amusante et fascinante parce que j'avais commencé à travailler dans mes premières archives, j'avais rencontré des archivistes ou des professeurs toujours très obligeants qui m'avaient indiqué d'autres archives, et ainsi de suite.

Cela a été plus ou moins la base du premier livre que j'ai écrit sur les rapports entre les Alliés, c'est-à-dire les Anglais et les Américains, et l'émigration démocratique antifasciste dans la première période de la Seconde Guerre mondiale, de 1940 à 1943, surtout les rapports entre les Alliés et le comte Carlo Sforza qui, exilé aux États-Unis entre 1940 et 1943, avait noué des contacts avec le gouvernement américain et cherchait à devenir le de Gaulle italien. En 1947, il est devenu ministre des Affaires étrangères d'Alcide De Gasperi et l'un des protagonistes du choix occidental de l'Italie.

Je vais maintenant vous expliquer l'une des raisons pour laquelle, dans cette période, il y avait cet intérêt très fort en Italie pour les débuts de la guerre froide. C'étaient les années 1970, une période dans laquelle le débat politique était très vif. C'était une période de crise politique, surtout dans les universités, mais on peut dire que dans toute la société il y avait le désir de s'ouvrir à la gauche, c'est-à-dire essentiellement au Parti communiste italien (PCI). Mais on ne pouvait pas avoir le PCI au gouvernement du fait que l'Italie faisait partie du système occidental, c'est-à-dire que les États-Unis ne désiraient pas avoir les communistes au gouvernement. Il y avait un grand débat, un débat politique, mais qui avait aussi des liens avec l'histoire parce qu'on commençait à se poser des questions sur les raisons profondes de cette situation. Bien sûr, on soutenait que les origines étaient entre la Seconde Guerre mondiale et l'après-guerre, c'est-à-dire le début de la guerre froide. Pour quelqu'un qui était jeune étudiant, je crois que c'était vraiment passionnant de travailler sur ces

sujets, et l'objet de ma thèse était lié d'une façon très étroite au thème de l'influence américaine sur l'Italie de l'après-guerre.

J'ai donc commencé mon travail d'historien et Di Nolfo m'a soutenu. Pour lui, un chercheur ne devait pas seulement aller à Rome au ministère des Affaires étrangères pour travailler sur le XIX^e siècle, il devait aller à l'étranger, avoir des expériences plus ouvertes et plus modernes. Bien sûr, le point de référence était l'historiographie américaine. Dans cette période, on peut dire qu'on était tous très influencés par les interprétations des historiens « révisionnistes » américains, on était tous à gauche, c'était très clair. Après la soutenance de ma thèse et la période sous les drapeaux, j'ai eu deux possibilités : j'avais obtenu d'une part une bourse Fulbright pour les États-Unis, et d'autre part j'avais obtenu une bourse du Conseil national de la recherche italienne pour l'université de Reading en Angleterre. J'ai décidé d'aller en Grande-Bretagne, j'ai passé une année à Reading où il y avait un centre d'études sur l'Italie contemporaine. C'était vraiment une expérience très enrichissante, qui m'a ouvert un monde différent. J'ai beaucoup travaillé dans les archives anglaises sur les rapports entre la Grande-Bretagne et l'Italie de la Seconde Guerre mondiale à l'après-guerre, et après cela, j'ai décidé que ce qui m'intéressait, c'était de faire de la recherche.

Cette période dans les archives anglaises, c'était pour votre doctorat ou c'était après le doctorat ?

Non, à cette époque, en Italie le doctorat en soi n'existait pas. Le système universitaire, c'était quatre ou cinq années, et à la fin on faisait une thèse qui était plus ou moins comme un doctorat. Par exemple ma thèse, c'étaient 450 pages, fondées sur toute une série d'archives, qui ont donné un livre. On a créé le doctorat en Italie au milieu des années 1980, comme conséquence d'une réforme de 1980. J'étais déjà allé en Angleterre et j'avais eu des bourses dans d'autres universités parce que Di Nolfo avait décidé de changer d'université. Dans un premier temps, il a été pendant deux ou trois ans à la Luiss à Rome, j'ai donc passé une année avec une bourse à la Luiss, après il est allé à Florence, à la Faculté de sciences politiques « Cesare Alfieri », la plus ancienne en Italie, et je l'ai suivi. J'étais le seul des jeunes chercheurs de l'université de Padoue à l'avoir suivi.

Vous nous avez parlé de vos maîtres, d'Ennio Di Nolfo qui vous a particulièrement marqué. Y a-t-il eu dans votre jeunesse des lectures qui ont pu vous influencer dans votre choix entre l'histoire contemporaine et la science politique ?

Il y a eu des lectures surtout dans les dernières années de lycée. Pour l'examen final, le baccalauréat, en Italie, il y a différents sujets sur lesquels on doit écrire un papier. Les sujets portent sur la littérature italienne, mais il y a aussi un sujet d'histoire. J'étais un de ceux qui avaient choisi le papier d'histoire car j'avais lu les écrits de Gramsci sur le Risorgimento à cette période. C'était la fin des années 1960, le début des années 1970, alors on lisait beaucoup Gramsci, et je me rappelle que le sujet à l'examen final du lycée portait sur la question de l'Italie du Sud du Risorgimento à l'Italie libérale. J'avais lu Gramsci et je l'avais beaucoup utilisé pour donner une interprétation de la question du « Mezzogiorno »... maintenant j'aurais des idées différentes. Pour moi, c'était la découverte de la manière dont l'histoire pouvait

expliquer les problèmes de l'Italie. Au début, mon intérêt allait vers l'histoire politique. Comme je l'ai dit, mon intérêt pour l'histoire des relations internationales est né après, avec le cours d'histoire des relations internationales d'Ennio Di Nolfo et bien sûr avec des autres lectures, parmi lesquelles il y avait des auteurs américains sur l'histoire de la guerre froide qui étaient traduits en italien. C'étaient des « révisionnistes ». Aujourd'hui, j'aurais des opinions différentes mais c'était très passionnant. Il y avait surtout deux livres qui étaient traduits en italien, celui de Joyce et Gabriel Kolko, *The Limits of American Power*, et l'autre *Atomic Diplomacy : Hiroshima and Potsdam* de Gar Alperovitz, un livre sur le rôle joué par la bombe atomique au début de la guerre froide. Par la suite on a critiqué de façon très forte les historiens américains révisionnistes, mais à l'époque c'étaient des lectures qui frappaient, et je pourrais dire qu'au lycée puis à l'université j'avais un fort intérêt pour certains aspects de l'histoire qui pourraient faire comprendre la vérité du présent.

Il y avait donc une tradition d'histoire des relations diplomatiques italiennes sur le XIX^e siècle qui montrait l'Italie comme un nouvel acteur des relations internationales, et puis vous, vous étiez à une époque où il y avait un élargissement chronologique.

Oui, mais ce n'était pas seulement un élargissement chronologique, c'était plus important. Au début, j'étais très intéressé par l'histoire politique et par l'histoire diplomatique. D'une certaine façon, mon premier livre cherchait à unir histoire diplomatique et histoire des mouvements politiques. Mais avec Di Nolfo, et au début de ma carrière, il y a eu des expériences qui m'ont influencé ultérieurement : c'était dû au fait qu'on avait changé le titre de l'enseignement en Italie puisque, entre les années 1970 et les années 1980, on est passé de l'histoire des traités à l'histoire des relations internationales. C'était un vrai changement, pas les personnes mais l'approche. J'ai surtout été influencé par le fait que quand Di Nolfo est arrivé à Florence, il a rencontré René Girault. Avec lui et d'autres historiens allemands et anglais, ils ont lancé ce grand projet de recherche sur « la perception de la politique de puissance en Europe ». J'ai fait partie de ce groupe dès le début : quelquefois je le rappelle à Robert Frank et à Gérard Bossuat, car nous étions là ensemble ; j'étais à Sèvres en 1982, lors du premier colloque sur ce grand projet de recherche...

Il a d'ailleurs débouché sur plusieurs publications importantes.

Oui, et je dois dire que ce sont mes premières publications en anglais. J'étais aussi à la deuxième conférence d'Augsburg en 1984, j'étais un jeune chercheur, et cette fois-là j'ai donné mon premier vrai papier dans une grande conférence internationale qui a débouché sur une publication internationale. Pour moi, les rencontres avec toute une série d'historiens européens qui avaient une approche différente ont joué un rôle essentiel dans ma formation.

C'est justement une question que j'allais vous poser. Quand vous évoquiez cet élargissement thématique, cet approfondissement des relations internationales, cela me fait évidemment penser aux travaux de Pierre Renouvin et de Jean-Baptiste Duroselle. Y avait-il un écho important de ces travaux en Italie ?

J'avais commencé avec la guerre froide et tout particulièrement avec des historiens américains et anglais comme référence – je pourrais rappeler par exemple John Lewis Gaddis et d'autres « post-révisionnistes » –, mais après, au début des années 1980, les contacts avec René Girault, avec les historiens français, m'ont dévoilé la problématique des forces profondes, l'histoire des relations internationales. Pour moi, c'était vraiment quelque chose qui a changé ma vision de l'histoire des relations internationales. Je suis encore et je me regarde comme un historien diplomatique, mais je n'ai pas seulement fait de l'histoire diplomatique et je crois que l'histoire diplomatique classique est une réponse, mais pas la seule, pour comprendre la réalité. C'est une partie intéressante de l'histoire des relations internationales, mais c'est autre chose. Au début des années 1980, j'ai compris que, sans la dimension économique, sans la dimension de la culture, sans la dimension de l'opinion publique, aussi, on comprenait peu les relations internationales. Faire partie du projet de recherche sur la perception de la politique de puissance a été vraiment quelque chose qui m'a influencé et a changé mon attitude envers l'histoire des relations internationales.

Vous n'en avez pas pour autant abandonné complètement l'histoire politique nationale, mais elle a finalement subi le même renouvellement évoqué plus haut et incarné par Pierre Renouvin ou Jean-Baptiste Duroselle.

En Italie, on fait encore de l'histoire politique, mais bien sûr c'était une histoire politique très différente. Je me rappelle qu'elle était rattachée à l'histoire contemporaine. Dans les années 1970, on avait commencé à travailler sur la période du fascisme et, à mon avis, certains travaux étaient vraiment très limités. Maintenant l'approche est très différente, il y a une vision plus large et plus complexe, par exemple si on étudie un parti politique, on parle de la culture politique, des rapports avec la société de façon plus générale, du contexte national et parfois international etc. Les choses ont beaucoup changé mais heureusement on fait encore de l'histoire politique en Italie.

Dans vos propres centres d'intérêt et dans vos publications, vous avez alterné histoire nationale et histoire internationale, à moins qu'il y ait un cheminement que vous pourriez nous retracer ?

Au début, j'ai commencé avec l'histoire de l'Italie dans la guerre froide, entre la fin des années 1940 et le début des années 1950, surtout les rapports avec Londres et Washington. Après je me suis intéressé au début du système de défense occidental. J'avais écrit un livre sur le traité de Bruxelles comme point de départ pour l'Alliance atlantique. Dans ce cadre, j'ai beaucoup utilisé les archives étrangères. Les rapports avec René Girault ont été très importants parce que, au milieu des années 1980, étudiant l'Italie et le début de la guerre froide dans le cadre du projet sur la « politique de puissance », j'avais travaillé sur la CED et d'une certaine façon j'avais découvert la construction européenne. J'avais commencé à travailler sur l'histoire de la construction européenne parce que j'ai eu l'impression qu'étudier l'histoire de la guerre froide, c'était très important bien sûr, mais elle ne donnait pas une vision complète de ce qui c'était passé en Europe dans l'après-guerre. D'un autre côté, je

n'aimais pas beaucoup cette idée qu'après 1945, on pouvait tout expliquer sur la seule base des décisions qui étaient prises par les États-Unis et l'Union soviétique. Au contraire, René Girault a développé sa vision selon laquelle il y avait la guerre froide, mais il y avait aussi la construction européenne : c'étaient deux processus qui se croisaient, bien sûr, mais ils montraient aussi une autonomie ; on pouvait expliquer la construction européenne comme un aspect de la politique américaine, c'était comme ça au début, mais après, dans les années 1950, surtout si je pense à la CECA et à la CED, c'était une façon de résoudre les problèmes entre la France et l'Allemagne. Les problèmes franco-allemands venaient avant la guerre froide, c'était un problème européen, on peut en trouver les racines dans la guerre de Napoléon, dans tout le XIX^e siècle. J'en ai été influencé. Sans abandonner l'histoire de la guerre froide, j'ai commencé à travailler sur celle de la construction européenne. À ce moment-là, j'étais chercheur, c'est-à-dire maître de conférences à l'université de Florence. J'ai continué aussi à travailler avec Di Nolfo sur la guerre froide, mais le sujet de la construction européenne a été une façon de suivre un sujet qui m'était personnel. C'était quelque chose de nouveau, surtout en Italie, mais dans la même période il y a d'autres jeunes chercheurs qui ont commencé à s'intéresser à ce sujet et après, en 1992, quand je suis devenu professeur associé à Florence, ils m'ont demandé de faire partie des groupes de liaison.

Est-ce que vous ne trouvez pas, qu'aujourd'hui encore, il y a une difficile autonomisation des études européennes par rapport aux relations internationales ? N'ont-elles pas du mal à prendre leur envol seules, sans les relations internationales ?

Il est un peu difficile d'y répondre, je crois qu'il y a des différences entre les pays. À mon avis, maintenant, l'histoire de la construction européenne a une autonomie. On avait cherché à le démontrer dans un livre que j'avais édité en anglais avec Wolfram Kaiser¹.

Tous nos collègues ne partagent pas cet avis.

Ça dépend, bien sûr. C'est très compliqué, moi-même parfois j'ai des doutes envers certains aspects de l'histoire de la construction européenne. J'ai toujours souligné dans ce que j'ai écrit que faire l'histoire de la construction européenne, cela ne signifie pas être un euro-enthousiaste. Quand on étudie l'histoire de la guerre froide, on étudie la construction européenne aussi, et il n'y a pas de frontière parce que tous les processus se croisent. Si on comprend cela, à mon avis il n'y a pas de problème. On peut étudier l'histoire de la construction européenne sans oublier l'histoire de la guerre froide, sans oublier aussi les autres dynamiques internationales, parce que l'histoire de la construction européenne, ce n'est pas seulement une dynamique à l'intérieur de l'Europe. On ne comprend pas l'histoire de la construction européenne si on oublie le rôle des États-Unis, le rôle de l'Union soviétique, et aussi si on oublie ce qui s'est passé dans la deuxième moitié du XX^e siècle, c'est-à-dire la fin des colonies, la fin des empires et le rôle joué par le Tiers Monde. Ce sont des dynamiques qui se croisent et, si on étudie l'histoire de la construction européenne en oubliant les

¹ Wolfram Kaiser et Antonio Varsori (eds), *European Union History Themes and Debates*, Basingstoke, Palgrave/Macmillan, 2010.

autres dynamiques et en terminant chaque travail par la mention « je suis en faveur de l'Europe, vive l'Europe ! », ça ne va pas. Ce sont des dynamiques historiques et on doit les étudier. Bien sûr, il y a un problème d'engagement, c'est-à-dire que la construction européenne est une dynamique qui existe encore et de laquelle on fait partie. Mais je me rappelle, j'ai étudié la guerre froide quand il y avait la guerre froide et, dans ce cas aussi, il y avait des problèmes d'engagement politique. Si on était un historien de gauche, on disait « l'impérialisme américain a des responsabilités », et malgré tout personne ne disait : « Vous étudiez l'histoire de la guerre froide, vous n'êtes pas un historien. » Comme citoyen, on peut être engagé, comme historien, on doit chercher à être détaché de ce qu'on étudie, comme citoyen, on peut être en faveur de la construction européenne mais, comme historien, on doit être ou chercher à être objectif.

N'y a-t-il pas un problème de légitimité de cette histoire de la construction européenne par rapport à la science politique, pleinement ancrée dans une dynamique actuelle ?

On ne s'est jamais posé les mêmes problèmes quand on étudiait la guerre froide et je me demande si on doit se les poser aujourd'hui. La question est plus large et plus compliquée, c'est la question des rapports entre historiens, que ce soit des historiens de la guerre froide ou de la décolonisation ou de la construction européenne, et politistes. Je crois que c'est un problème qui a toujours donné lieu à un débat, en Italie aussi, surtout dans les dernières décennies parce que les politistes maintenant sont très forts. Ils sont très forts dans les structures universitaires et ils jouent un rôle de plus en plus important. Mais il y a aussi des différences entre les politistes, il y a les politistes des dynamiques intérieures, les politistes des relations internationales, les politistes théoriciens, etc. Je crois que c'est une question de rapports entre des approches différentes. Je me considère comme historien, des collègues se considèrent comme politistes, on peut avoir un dialogue, on peut échanger des vues, ce n'est pas un problème. Comme historien, je blague un peu avec mes étudiants, je dis toujours : « Heureusement que je fais l'historien, je m'occupe du passé. » C'est la première chose, et la deuxième chose : « Je n'ai pas l'idée de dire ce qui va arriver dans le futur, je laisse cela aux autres disciplines, aux économistes, aux sociologues, aux politistes. »

Certes, les politistes ont une approche très théorique, alors que les historiens d'ordinaire sont plus pragmatiques. Je crois qu'un historien ne se regarde pas comme un scientifique. Je suis d'accord avec les collègues qui disent qu'un historien, c'est un artisan, il est très modeste, il fait son travail, il n'a pas la grande ambition de découvrir ce que l'on verra dans le futur, de bâtir une nouvelle société. Il s'occupe du passé et surtout il cherche à expliquer le passé. Bien sûr, l'historien peut utiliser certaines catégories de la science politique. Par exemple, il y a certains mots de la science politique qui cherchent à expliquer un phénomène et qui pourraient être utiles aussi pour les historiens. Il y a un de mes collègues politistes parmi les plus renommés, Leonardo Morlino, qui a souvent eu recours au terme d'« européanisation ». Il avait utilisé ce terme dans un livre qu'il avait publié il y a quelques années sur le développement des sociétés de l'Europe du Sud, il avait surtout étudié l'Espagne et le Portugal. Il avait donné cette définition

d'« européanisation » pour expliquer comment les sociétés des pays de l'Europe du Sud se sont modernisées et se sont transformées depuis les années 1970. C'était un concept utile surtout pour les opinions publiques, pour la société, mais je crois qu'il est aussi utile pour les historiens parce qu'il donne des éléments éclairant certaines dynamiques que l'historien cherche d'habitude à analyser sur la base de l'histoire politique ou des relations internationales. Dans le cas de l'européanisation de l'Europe du Sud, on peut faire un lien avec le rapprochement politique de ces pays et de la Communauté européenne. Bien sûr que l'on pourrait objecter que tout cela a déjà été dit dans le passé quand on parlait des « forces profondes », mais certains mots sont utiles. C'est aussi une façon de développer un dialogue entre les historiens et les politistes, on essaie d'expliquer certaines dynamiques, certains processus historiques, il y a des approches différentes, mais les sujets sont plus ou moins les mêmes, alors on peut avoir un échange de vues. Le problème parfois, c'est le rapport entre politistes et historiens du point de vue de la politique universitaire, mais c'est autre chose.

Si nous revenions à votre expérience du fameux groupe de liaison, tous les contacts que vous avez pu y avoir, toutes les publications auxquelles il a donné lieu, l'ambiance².

Il y a eu beaucoup de changements. Quand je suis entré dans le groupe de liaison, j'étais encore relativement jeune, j'étais professeur associé, je n'étais pas encore professeur ordinaire, et dans le groupe de liaison il y avait des personnalités comme René Girault avec qui j'ai eu des bons rapports. Nous n'avions pas le même âge, mais on avait des rapports vraiment très bons et je le considère comme une référence, du point de vue humain aussi. Dans le groupe de liaison, outre René Girault, on trouvait Alan Milward, Raymond Poidevin, Wilfried Loth, Klaus Schwabe, Michel Dumoulin, Gilbert Trausch... Au début, le groupe avait des rapports très étroits avec la Commission européenne. On se rencontrait à Bruxelles, au siège de la Commission, il y avait M^{me} Jacqueline Lastenouse qui était en charge de l'Action Jean Monnet³. C'était très officiel et au début je ne faisais pas d'interventions, je laissais parler Girault, Poidevin, Milward, etc. C'était une expérience très intéressante parce qu'elle me mettait en contact avec une série d'historiens de la construction européenne parmi les plus renommés et de différentes nationalités. C'était une génération d'historiens qui formaient une partie fondamentale de l'histoire diplomatique, de l'histoire des relations internationales, de l'histoire économique internationale, européenne... Pour moi, c'était avant tout l'occasion d'apprendre ce qui se faisait dans le domaine de l'histoire de la construction européenne et des relations internationales dans les différents pays de l'Europe. C'était l'occasion de prendre part à tous les grands colloques du groupe de liaison, de faire de la recherche avec des collègues étrangers, et aussi de comprendre comment la Commission marchait, de comprendre la bureaucratie de Bruxelles. C'était une façon de développer des projets de recherche

² Groupe de liaison des professeurs d'histoire contemporaine auprès de la Commission des Communautés européennes.

³ Voir l'entretien qu'elle a accordé à la revue *Histoire@Politique* : Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Jacqueline Lastenouse », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 15, septembre-décembre 2011, www.histoire-politique.fr.

internationaux. Bien sûr, quand il y a des rapports avec toute une série de collègues, quand on se rencontre très souvent, pas seulement dans le groupe de liaison de façon officielle, mais dans tous les colloques, on devient membre d'une communauté d'historiens européens qui ne sont pas seulement liés par des rapports bureaucratiques officiels, mais aussi par des relations d'amitié, de coopération. C'était vraiment une expérience très positive, j'ai appris beaucoup, et après j'ai aussi changé un peu mon approche de l'histoire de la construction européenne.

À cette période, j'étais encore à Florence – j'y suis resté jusqu'en 2003 quand je suis passé à l'université de Padoue – et une autre opportunité très importante a été le développement de rapports de coopération avec les Archives historiques de l'Union européenne, surtout avec Jean-Marie Palayret qui a été le directeur des archives, devenu un ami. Nous avons travaillé ensemble. Sur la base des rapports d'amitié, il y a aussi des possibilités qui naissent. Il y avait aussi le fait que j'avais commencé à suivre toute une série de jeunes chercheurs qui faisaient leur doctorat et qui étaient moins intéressés par l'histoire de la guerre froide et plus par l'histoire de la construction européenne. Certains d'entre eux ont fait une carrière universitaire et maintenant travaillent avec moi à Padoue.

À la fin des années 1990, je n'étais plus très satisfait de ce que je faisais et de ce qui se faisait le plus souvent dans l'histoire de la construction européenne. J'avais pris part à tous les projets, celui de René Girault sur l'identité européenne par exemple, mais je n'étais plus satisfait du fait qu'on faisait surtout l'histoire de la politique étrangère des États européens, c'est-à-dire la politique européenne de la France, la politique européenne de l'Italie, etc. À mon sens, c'était une partie de l'histoire de la construction européenne, ce n'était pas la partie la plus « européenne » de la construction européenne. À la fin des années 1990, j'ai commencé à développer l'idée qu'on devait étudier aussi les institutions européennes, les politiques européennes, les dynamiques européennes, qui ne sont pas exactement les dynamiques des États. Cela se croise mais ce sont des choses très différentes. J'ai commencé en particulier à développer un intérêt envers la politique sociale européenne, sans doute parce que l'Italie a été dès le début parmi les États membres les plus intéressés par cette politique, notamment par la politique de l'immigration.

Dans ce cadre j'ai eu deux possibilités très intéressantes. La première a été le rapport que j'ai développé avec le Comité économique et social européen. Cela m'a permis de faire un projet de recherche sur ce comité, avec colloque et actes. Je crois que c'était à l'époque la seule histoire du Comité économique social européen, avec différents points de vue : les syndicats, le patronat, la bureaucratie européenne. C'était très intéressant.

À la suite de cela, j'ai travaillé sur un autre sujet, la politique de formation professionnelle. On avait développé un rapport de coopération avec le Cedefop⁴, une des premières agences de l'Union européenne créée en 1975, basée à Berlin puis à Salonique. On a travaillé sur les archives, soit à Salonique soit à Bruxelles. Dans ce cadre, les rapports avec les archives ont été très utiles parce que c'était aussi une façon pour l'archiviste qui était à Salonique d'envoyer la copie des papiers du Cedefop à l'Institut universitaire de Florence aux archives de l'Union européenne. Ce sont des

⁴ Centre européen pour le développement de la formation professionnelle.

réseaux qui sont utiles pour tous, pour les chercheurs, pour les historiens, pour les archivistes. On a donc fait l'histoire du Cedefop et de la politique de formation professionnelle dans le cadre de la construction européenne, très technique, mais c'est une façon d'étudier l'Europe pas seulement du point de vue de la politique des différents États. Cela a permis de nouer des rapports avec d'autres collègues italiens intéressés, par exemple, par l'histoire des syndicats, pas seulement du point de vue national mais du point de vue européen. Tous les facteurs clés sur les différents aspects de la construction européenne se croisent, le rôle des États, le rôle des groupes de pression et d'intérêts, les institutions européennes, les dynamiques des politiques européennes. C'était très intéressant, très complexe mais à mon avis c'était une approche nouvelle de l'histoire de la construction européenne. Après j'ai voulu étudier quelque chose de différent.

Enfin, vous anticipez notre question sur votre cheminement vis-à-vis de ces questions européennes, d'abord sur les politiques des États, ensuite davantage sur les forces véritablement européennes.

J'ai eu toute une série de changements dans mes centres d'intérêts. Je crois que c'est l'aspect le plus intéressant du travail d'historien, et d'être surtout un professeur universitaire. On est libre, ce n'est pas le cas dans d'autres professions. J'étudie ce que je veux et il n'y a personne qui va me dire ce que je dois étudier.

Tout en sachant qu'aujourd'hui la recherche est quand même largement financée, donc largement orientée, par des grands programmes. Par conséquent, la liberté est quand même maintenant relative.

Je suis d'accord, mais dans ce cas il y a deux niveaux dans le métier d'historien universitaire. Il y a l'organisation de la recherche. Je l'ai fait dans le passé, par exemple quand j'ai été en charge de trois différents projets de recherche nationale en Italie. Bien sûr, cela signifie des ressources : on peut avoir des bourses pour ses élèves, on peut faire de la recherche dans les archives étrangères, on peut organiser des colloques. Dans ce cas, c'est clair qu'on doit aussi comprendre quels sont les sujets qui sont considérés comme plus intéressants, « à la mode » si vous préférez. Cette responsabilité d'organisateur de la recherche est nouvelle. Le rôle des professeurs d'université a changé en trente ou quarante années, dans certains cas on doit être des managers, des fonctionnaires. C'est le premier niveau, influencé par ce qui se passe dans le milieu de la recherche et ses nouveautés. C'est utile surtout pour les jeunes chercheurs et pour les élèves, parce que ça signifie avoir des ressources financières pour eux.

Il y a un autre niveau, celui de la recherche personnelle et individuelle : là, je peux faire ce que je veux et je peux changer quand je veux. Cela signifie qu'on a une liberté que dans d'autres domaines on ne possède pas. Si, un matin, je décide à mon gré de changer d'intérêt de recherche, je peux le faire. De manière générale, ce n'est pas le cas, il y a une structure et je dois travailler dans cette structure. Naturellement, je dois enseigner, je dois assumer les fonctions de professeur d'université mais, dans le domaine de la recherche, je suis libre. Je crois que c'est la chose la plus importante, et c'est la raison pour laquelle, de temps en temps, j'ai changé le sujet et l'approche de mes recherches. Ainsi, en 1999, alors que je travaillais depuis quelque temps sur la

construction européenne, j'ai publié un livre sur la politique britannique et l'engagement américain au Vietnam pendant l'administration Kennedy, c'est-à-dire un sujet typique d'histoire de la guerre froide ; ou, en 2010, j'ai écrit un long essai sur les puissances occidentales et la Grèce, de la dictature des colonels au retour de la démocratie, dans lequel la guerre froide et la construction européenne se croisaient. Pour terminer mon travail d'ensemble sur l'Italie et la construction européenne, j'ai publié en 2010 un livre sur le sujet, fondé sur toute une série d'archives italiennes et étrangères⁵. Quand je suis arrivé à la fin de ce livre, je me suis dit que j'allais un peu arrêter le travail sur la construction européenne et j'ai fait un retour à la guerre froide. Le dernier livre que j'ai publié est fondé surtout sur les archives de Giulio Andreotti, que j'ai eu la possibilité de voir pendant les deux ou trois dernières années⁶. Il porte sur l'Italie et la fin de la guerre froide, de 1989 à 1992, dans lequel en fait il y avait tout, à la fois la fin de la guerre froide et la construction européenne puisque les derniers chapitres sont sur Maastricht. Ce sont peut-être les chapitres que je considère comme les plus intéressants, avec ceux sur la guerre du Golfe, la crise de la Yougoslavie et la réunification allemande. D'une certaine façon, le livre est aussi un peu un retour au début de mes études, c'est-à-dire à la conception d'une certaine dynamique interne de l'histoire de l'Italie républicaine, la crise de la « première république » et du système des partis politiques traditionnels, sur la base aussi de la dimension internationale. Dans mon livre, je soutiens que la chute de la « première république » a aussi été la conséquence de la fin de guerre froide et du traité de Maastricht. Les rapports entre dimension nationale et dimension internationale sont passionnants dans l'historiographie italienne car c'est un terrain sur lequel on peut avoir un dialogue stimulant avec des historiens qui ont des approches différentes. Il faut expliquer que, dans l'université italienne, les disciplines sont très compartimentées. Il y a le secteur de l'histoire des relations internationales, le secteur de l'histoire de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie, et le secteur de l'histoire contemporaine qui est séparé. Il est séparé aussi du point de vue général de l'approche. Si on va sur le site Internet du ministère de l'Université et de la Recherche, on peut voir que « histoire contemporaine » et « histoire des relations internationales » ne sont pas dans les mêmes domaines. « Histoire contemporaine », c'est avec « histoire moderne », « histoire de l'Antiquité » etc. C'est dans le secteur lettres, philologie, etc. ; l'acronyme est M-STO, c'est-à-dire « histoire ». Au contraire « histoire des relations internationales », « histoire de l'Amérique », « histoire des doctrines politiques » sont dans le secteur « sciences politiques et sociales » (SPS). Politistes et sociologues sont avec nous. Ce sont des secteurs différents, et je dois dire que les rapports entre les historiens de l'histoire contemporaine et les historiens de l'histoire des relations internationales ne sont pas toujours faciles.

D'où des difficultés ?

Cela dépend. En Italie, il a plus ou moins 70 historiens des relations internationales, professeurs ordinaires, professeurs associés et maîtres de conférences. Les historiens

⁵ *La Cenerentola d'Europa ? L'Italia e l'integrazione europea dal 1947 a oggi*, Rubbettino, Soveria Mannelli, 2010.

⁶ *L'Italia e la fine della guerra fredda, La politica estera dei governi Andreotti (1989-1992)*, Bologna, Il Mulino, 2013.

de l'époque contemporaine sont des centaines. Certains, pas tous, mais quelques-uns regardent les historiens des relations internationales comme des historiens du passé, ils croient toujours que nous faisons seulement de l'histoire diplomatique classique, que nous sommes des conservateurs, et quelquefois ils disent : « Ce sont des historiens qui s'occupent seulement des élites, ils ne comprennent pas la société. » Je dois dire que, à titre personnel, j'ai toujours fait des projets de recherche au plan national avec des collègues qui n'étaient pas des internationalistes. Je suis un peu une exception. Je préfère avoir des rapports avec des historiens de l'Amérique du Nord par exemple, ou avec certains historiens contemporanéistes qui sont ouverts à la dimension internationale. À mon avis, c'est une façon de mêler des approches différentes et d'ainsi comprendre d'une façon réciproque le lien entre dimension nationale et dimension internationale. Quelquefois, j'ai l'impression que certains de mes collègues historiens des relations internationales sont encore trop influencés par l'idée que la dimension diplomatique traditionnelle est la plus importante. Je ne suis pas convaincu de cela, alors je dis que je suis un historien de l'histoire des relations internationales un peu atypique. Cependant j'ai été élu deux fois président de l'association des historiens des relations internationales.

Le fait que ces historiens des relations internationales s'inscrivent dans une structure sous l'étiquette « sciences politiques » contribue-t-il à la création d'un milieu d'internationalistes un peu transdisciplinaires, plus qu'en France par exemple ?

Quelquefois, mais pas souvent, car je dois dire que, dans le cadre de la science politique en Italie, les collègues qui s'occupent des relations internationales sont très peu. C'est une minorité dans le groupe des politistes... et ils ne sont pas très forts ! La majorité des politistes s'occupent de la science politique de façon théorique ou de la dimension intérieure. Cependant, quand j'étais à Florence, j'ai eu des projets communs avec des politistes et des sociologues qui s'occupaient de la construction européenne, par exemple sur le sujet de la politique sociale européenne.

Et dans votre université ?

Dans mon département, j'ai de bons rapports avec mes collègues politistes, mais ce sont des rapports entre des collègues universitaires qui doivent travailler ensemble sur les questions du département, non du point de vue de la recherche. On travaille ensemble car on doit gérer le département ; l'ancien doyen de la faculté est un ami, c'est un politiste qui s'occupe du système électoral. Je suis directeur du département depuis deux ans, et je dois dire qu'il n'y a pas de rapports institutionnels entre les professeurs qui s'occupent des relations internationales et les historiens des relations internationales, il y a des rapports personnels, mais ils ne sont pas structurés.

Comme je l'ai dit, je préfère avoir des rapports avec des collègues historiens s'occupant de l'Amérique du Nord, de l'Afrique ou de l'Italie contemporaine qui ont une approche plus ouverte et qui n'oublie pas la dimension internationale, cela pose moins de problèmes.

Et pas de milieu d'internationalistes qui mêleraient des politistes, des juristes internationaux et des historiens.

Non, c'est difficile. Un des problèmes, c'est qu'il n'y a pas vraiment d'échanges entre les disciplines parce qu'il y a des traditions différentes et aussi des milieux différents. Avec la réforme récente qui a aboli les facultés, on a donné aux départements les responsabilités soit sur la recherche, soit sur l'enseignement, mais ça n'a pas changé grand-chose à la situation du point de vue du dialogue entre disciplines de sciences sociales. Le changement sur les bases du département a aussi conduit souvent à des départements disciplinaires, cela signifie qu'on reste dans le même domaine disciplinaire, les chimistes avec les chimistes, les physiciens avec les physiciens, les juristes avec les juristes. C'est une des conséquences de la dernière réforme, je ne sais pas si ça a été un très bon choix. On a choisi d'abolir les facultés qui quelquefois étaient un milieu où on pouvait développer des rapports entre différentes disciplines. Il y a des situations différentes selon les universités. À Padoue, chez nous, on a essayé de sauvegarder la tradition de la faculté des sciences politiques. Je pense qu'on a réussi, on a créé un département de sciences politiques, juridiques et études internationales, dans lequel il y a les historiens des relations internationales avec certains historiens du politique, des politistes, des juristes, des sociologues, des linguistes. C'était plus ou moins l'ancienne faculté des sciences politiques, sans les économistes qui sont tous allés au département Économie qui est très fort, avec un intérêt surtout chez nous pour *l'aziendalismo*.

Les quantitativistes ?

Non, ce sont ceux qui s'occupent d'une façon très pratique de la structure des entreprises. Ils sont très forts et ils ont des rapports avec le territoire, les milieux économiques et industriels.

Les études européennes sont attractives pour les jeunes chercheurs italiens ?

J'ai vu plusieurs développements et changements depuis les années 1980 dans ce domaine. Quand j'étais à Florence, j'ai occupé la première chaire Jean Monnet, c'était le premier enseignement de l'histoire de la construction européenne à Florence. Ce n'était pas encore le système de Bologne et on avait les masters, mais pas comme vous les appelez ici, c'étaient des cours de spécialisation. On avait créé le premier cours de spécialisation en études européennes, j'étais le directeur de ce cours et, à cette période, il y avait un intérêt très fort envers tout ce qui était européen. Dans les années 1990, il y a eu un changement. Les étudiants les plus brillants des décennies précédentes désiraient faire une carrière au ministère des Affaires étrangères, ils désiraient aller aux États-Unis pour leurs études. Dans les années 1990, tout a changé, ils voulaient être fonctionnaires de l'Union européenne et ils ont commencé à voir qu'on pouvait aller dans de bonnes universités européennes, à Sciences Po, à la Sorbonne, à la London School of Economics... Ce développement a été aussi la conséquence de l'engagement italien envers l'Union européenne, dans le but d'être membre du premier groupe de l'Euro, avec un fort engagement d'intellectuels (journalistes, universitaires) en faveur de l'Europe. Il y a eu vraiment un changement de mentalité et un grand intérêt mais, depuis quelques années, il y a eu une baisse d'attrait des études européennes, conséquence des problèmes de l'UE. À l'heure actuelle, nous avons un cours au niveau master en études européennes où, c'est

bizarre mais il y a plus d'étudiants depuis deux ans. Peut-être que le fait qu'il y ait une crise pousse les étudiants à chercher à en comprendre les causes.

Du point de vue des chercheurs, je crois qu'il y a toujours un intérêt envers les études européennes, chez mes élèves aussi. Il y a eu deux colloques qui ont été organisés par des personnes qui travaillent avec moi dans les derniers mois. L'un était en rapport avec les relations entre l'Europe, la décolonisation et la guerre froide, portant sur les problèmes du pétrole dans les années 1970 en Europe. L'autre traitait de la question des rapports entre Europe et Méditerranée depuis les années 1970. L'année prochaine, on a prévu d'organiser à Padoue la nouvelle conférence du groupe de liaison. On a déjà décidé le sujet qui sera sur le problème de l'immigration, des débuts, c'est-à-dire émigration à l'intérieur de la Communauté européenne, jusqu'à aujourd'hui où c'est un problème d'immigration de l'extérieur vers l'Union européenne. Ce n'est pas seulement une histoire diplomatique, là on a tout : histoire économique, histoire sociale, histoire de la construction européenne, les décisions par les États, etc.

On est à la confluence d'approches historiographiques différentes.

C'est ma collègue Elena Calandri qui enseigne aussi à Padoue et moi qui l'avons proposé. On va faire ce colloque et j'en suis très heureux parce que le sujet est très large, ce n'est pas un sujet d'histoire diplomatique traditionnelle et c'est une partie importante des sujets des études européennes.

Et en prise avec l'actualité. Quel est l'objet de votre prochain ouvrage ?

Si être directeur de département m'en laisse le temps, je voudrais faire quelque chose que je n'ai jamais fait, c'est un autre défi. Je suis en train d'écrire un manuel d'histoire des relations internationales. Ce n'est pas facile, j'ai signé un contrat avec la maison éditrice Il Mulino et ils m'ont mis une limite à 450 pages.

Au XX^e siècle ?

Ça m'a posé problème, j'ai un peu réfléchi et je me suis décidé pour 1919 comme point de départ, car il est difficile d'oublier la Première Guerre mondiale comme tournant fondamental dans l'histoire du XX^e siècle. J'ai écrit les quatre premiers chapitres du manuel, je suis arrivé en 1956, c'est-à-dire Budapest et d'une certaine façon Suez. Maintenant, je dois faire face au cinquième chapitre sur la décolonisation où je fais un retour en arrière incluant 1945-1960. Cela me pose quelques problèmes parce qu'on est plus habitué à la guerre froide, aux rapports transatlantiques et à l'Europe qu'à ce qui s'est passé dans le Tiers Monde. Quand j'ai travaillé sur les années 1920 et 1930, j'ai par exemple dû faire toute une série de lectures pour le chapitre sur ce qui s'est passé en Chine ou en Inde dans cette période. C'est un défi très stimulant parce qu'on doit être synthétique et, en même temps, essayer en 450 pages de ne pas se contenter de faire de l'histoire diplomatique, mais aussi de l'histoire économique, sociale et culturelle.

J'ai aussi un autre projet auquel je suis en train de penser. Dans un an, je ne serai plus directeur de département, donc je serai libéré des engagements administratifs et j'aurai plus de temps. Il y a le centenaire de la Première Guerre mondiale, on pourrait faire quelque chose dans ce cadre que je n'ai jamais abordé. C'est seulement une idée,

Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Antonio Varsori », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014, www.histoire-politique.fr

ce n'est pas un vrai projet, mais j'aimerais faire quelque chose sur mai 1915. C'est alors que l'Italie a décidé d'entrer en guerre. Une fois encore, il y a ce lien étroit entre politique intérieure et politique extérieure. En 1915 il y avait une forte opposition à la guerre, la majorité du Parlement était contre, mais une minorité active était nationaliste. D'une certaine façon, c'était comme la journée du 6 février 1934 en France, c'est-à-dire qu'il y avait les mouvements qui allaient contre le Parlement. On trouve là pour l'Italie le préambule de ce qui s'est passé en 1922. En mai 1915, le roi s'était déterminé sur la base de la décision de deux personnes, le premier ministre Salandra et le ministre des Affaires étrangères Sonnino, et sous la pression des mouvements dans la rue, de la minorité nationaliste, contre la majorité de l'opinion publique et contre la majorité parlementaire. C'est très intéressant de voir les rapports entre politique étrangère et politique intérieure. J'espère avoir le temps de l'écrire et de le publier en 2015.

Pour citer cet article : Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Antonio Varsori », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, janvier-avril 2014, www.histoire-politique.fr